



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DREAL Bretagne**

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 Quimper

Quimper, le 27/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**VALCOR**

56 rue Neuve  
29900 Concarneau

Références : ENV-D-25.497  
Code AIOT : 0005516270

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2025 dans l'établissement VALCOR implanté Kerouannec Vihan 29910 Trégunc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du 24/10/2025 fait suite à l'incendie survenu le 19/10/2025 et à l'arrêté de mesures d'urgences pris à ce titre.

Cet incendie, terminé en lieu et date de la visite, a eu lieu sur les plateformes d'entreposage de déchets verts et de compostage, plateformes situées au derrière de la déchetterie et gérées indépendamment de la collecte des autres déchets.

La visite résulte d'une sollicitation de la part de l'exploitant qui souhaite par ce biais obtenir une autorisation de réouverture de sa déchetterie, hors collecte de déchets verts.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALCOR
- Kerouannec Vihan 29910 Trégunc
- Code AIOT : 0005516270
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le syndicat VALCOR est autorisé à exploiter un pôle déchets situé au lieu-dit "Kerouannec-Vihan", en la commune de TREGUNC, visé par les rubriques suivantes :

- 2710-1.a (collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets) pour une quantité maximale présente de 18,05 tonnes - AUTORISATION ;
  - 2710-2.a (collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets) pour un volume maximal présent de 873 m<sup>3</sup> - AUTORISATION ;
  - 2791-1 (installation de traitement de déchets non dangereux) pour le broyage de déchets verts et un tonnage maximal journalier de 300 tonnes - AUTORISATION ;
  - 2716-1 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes - déchets verts) pour un volume maximal présent de 4 455 m<sup>3</sup> - AUTORISATION ;
  - 2780-1.c (installation de compostage de déchets non dangereux ou de matières végétales - déchets verts) pour une quantité de matière traitée de 9000 t/an soit 24,5 t/j - DECLARATION ;
- L'installation est réglemantée par l'arrêté préfectoral 22-05AI du 12 mai 2005.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Ventilation des locaux	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 2.6	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 3.2	Sans objet
2	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 3.3	Sans objet
3	Propreté	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 3.4	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 4.1	Sans objet
6	Cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 2.10	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement en charge des installations classées relève une non-conformité lors de la visite du 24/10/2025, relative à la ventilation des locaux d'entreposage de DEEE et de matières dangereuses.

Considérant qu'il ne s'agit pas d'une non-conformité majeure susceptible de représenter un risque pour les utilisateurs, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées propose de permettre la reprise de l'activité de collecte des déchets, en dehors des déchets verts, sur la déchetterie de Tregunc. Un projet d'arrêté préfectoral modifiant l'arrêté du 22/10/2025 imposant des mesures d'urgence et conservatoires au syndicat VALCOR est proposé en ce sens.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès et information des tiers
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs. Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés conformément à la déclaration, sont affichés visiblement à l'entrée de la déchetterie. Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les modalités de circulation et de dépôt.  [...]  L'acceptation des déchets ménagers spéciaux figurant dans la liste de déchets annexée à l'autorisation est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil capable d'assurer une bonne gestion de ces produits.  [...]
<b>Constats :</b>  L'installation est rendue inaccessible aux tiers, en dehors des horaires d'ouverture, par un portail efficace. L'enceinte du site est par ailleurs entièrement clôturée. Un panneau d'affichage indiquant les types de déchets collectés et les horaires d'ouverture est disposé à l'entrée de la déchetterie.  L'inspection de l'environnement en charge des installations classées relève toutefois que les batteries admises et collectées sont entreposées dans un local inadapté, en sous-bassement des bureaux et ne disposant pas de moyens de détection et de lutte contre le risque incendie. Cet entreposage ne satisfait pas à l'exigence d'une bonne gestion des produits admis.  Suite à la visite et par courriel en date du 27/10/2025 l'exploitant a justifié du déplacement de la caisse palette de batteries dans un local adapté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Connaissance des produits - étiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réception des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés au stockage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés ; les réceptacles des déchets ménagers spéciaux doivent comporter, s'il y a lieu, un système d'identification des dangers

inhérents aux différents produits stockés.

**Constats :**

L'ensemble des contenants (bennes, casiers, conteneurs, armoires) disposés sur site et destinés au dépôt par les utilisateurs fait l'objet d'une information claire et lisible quant à sa fonction.

Les déchets dangereux sont déposés par les utilisateurs dans une armoire prévue à cet effet, les types de produits et leurs mentions de dangers sont affichés clairement au droit de cette armoire. La collecte d'huile noire se fait dans un contenant séparatif (réservoir à trappe) affichant également les dangers inhérents à ce produit.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sont collectés dans des casiers ou sous un carport prévu à cet effet pour les plus gros équipements. Ces dispositifs font l'objet d'une identification spécifique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Propreté**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 3.4

**Thème(s) :** Autre, Nettoyage des locaux

**Prescription contrôlée :**

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les bennes, casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

**Constats :**

Les voiries, dispositifs de collecte et locaux d'entreposage sont propres et débarrassés de tout encombrant.

Les conteneurs sont adaptés aux modes de collecte et aux risques inhérents aux matériaux et produits collectés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Ventilation des locaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 2.6

**Thème(s) :** Autre, Entreposage des déchets ménagers spéciaux

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets ménagers spéciaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

**Constats :**

Le local d'entreposage de DEEE ne dispose pas d'un moyen de ventilation.

Le local d'entreposage de matières dangereuses dispose d'ouvertures de part et d'autre de sa longueur et de sa largeur mais la disposition du bungalow, accolé au local d'entreposage de DEEE, obture deux des ouvertures. Ceci ne permet pas une circulation de l'air en son sein et ne constitue donc pas une ventilation convenable du local.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un poteau incendie implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes etc., d'une capacité en rapport avec le risque à combattre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

[...]

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

[...]

**Constats :**

L'installation dispose d'un poteau incendie à l'entrée du site en capacité de répondre au risque à combattre.

Le site dispose de 2 locaux d'entreposage des déchets ménagers spéciaux. Le local dédié aux matières dangereuses est doté d'un extincteur, vérifié en novembre 2024.

Le local d'entreposage de DEEE ne dispose pas quant à lui d'extincteur immédiatement accessible en cas d'incident.

Suite à la visite et par courriel en date du 27/10/2025 l'exploitant a justifié de l'ajout d'un extincteur dans ce local.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Cuvettes de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2005, article 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention, dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. [...]
<b>Constats :</b>  L'armoire dédiée à la collecte des matières dangereuses présente une cuvette de rétention adaptée à ses capacités et mobile, ce qui facilite son entretien.  Le local d'entreposage des matières dangereuses liquides dispose d'une rétention intégrée, globale et en sous-sol.  Les bacs dédiés aux contenants souillés et aux produits pâteux (type pots de peinture) disposent de rétentions individuelles adaptées.  En lieu et date de la visite, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées observe que les bacs et grilles de rétention sont propres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# PROJET

Arrêté préfectoral du  
modifiant l'arrêté du 22 octobre 2025 imposant des mesures d'urgence et conservatoires au syndicat  
VALCOR implanté au lieu-dit Kerouannec Vihan à TREGUNC (29910) exploitant un pôle déchets  
composé d'une déchèterie et d'une plateforme de broyage et de compostage de déchets verts

LE PREFET DU FINISTERE  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 22-05AI du 12 mai 2005 autorisant le SICOM du sud-est Finistère à exploiter, en régularisation, une déchèterie et une plateforme de broyage et de compostage de déchets verts au lieu-dit Kerouannec Vihan à TREGUNC (29910) ;
- VU** le récépissé du 8 septembre 2008 donnant acte à VALCOR du changement de dénomination du syndicat ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées du 21 octobre transmis à l'exploitant conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2025 imposant des mesures d'urgence et conservatoires au syndicat VALCOR implanté au lieu-dit Kerouannec Vihan à TREGUNC (29910) exploitant un pôle déchets composé d'une déchèterie et d'une plateforme de broyage et de compostage de déchets verts
- VU** les éléments transmis par l'exploitant par courriel en date 23/10/2025 et relatifs à l'émulseur utilisé par les services de secours lors de l'incendie ;
- VU** les éléments transmis par l'exploitant par courriel en date du 27/10/2025 et relatifs à la mise en place de barrières et de signalétique interdisant l'accès des utilisateurs aux plateformes de dépôt de déchets verts et de compostage ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées du [date] transmis à l'exploitant conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le courriel de l'exploitant en date du 28/10/2025 formulant l'absence de remarque sur les projets de rapport et d'arrêté transmis ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection de l'environnement en charge des installations classées ne relève aucune non-conformité majeure de l'exploitation, hors aire de collecte de déchets verts et aire de compostage, lors de sa visite du 24 octobre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que les plateformes d'entreposage de déchets verts et de compostage, objets de l'incendie et des non-conformités relevées dans le rapport du 21 octobre, sont physiquement indépendantes de l'activité de collecte de déchets hors déchets verts ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant, par sa transmission en date du 27/10/2025 a justifié de l'inaccessibilité des utilisateurs aux plateformes de stockage de déchets verts et de compostage actuellement en cours d'aménagement ;

**CONSIDÉRANT** que la fermeture de la déchèterie sur le long terme est de nature à fragiliser la collecte des déchets et en conséquence d'être à l'origine de dépôts sauvages susceptibles de nuire aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant, par sa transmission en date du 23/10/2025 a justifié du caractère non dangereux des substances utilisées pour l'extinction de l'incendie ;

**CONSIDÉRANT** dès lors qu'un curage du bassin de rétention des eaux n'est pas nécessaire ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Finistère,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Le syndicat VALCOR (AIOT 005516270) en sa qualité d'exploitant des installations classées situées au lieu-dit Kerouannec Vihan à TREGUNC (29910) dont le siège social se situe 56 rue Neuve à CONCARNEAU (29900), est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté.

Les délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 2**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2025 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

*« L'admission des déchets verts au sein de l'établissement est interdite. »*

### **ARTICLE 3**

L'article 7-1 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2025 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Au plus tard quinze [15] jours avant la reprise de ses activités de réception de déchets, l'exploitant transmet au préfet :

- le document descriptif des enseignements tirés de l'analyse des causes profondes du sinistre du 19 octobre 2025, accompagné d'une analyse de récurrence au regard du sinistre survenu en juillet 2025, des modifications apportées à l'organisation prévue à chacune des étapes impliquant la reprise d'activité, les conditions d'exploitation et les mesures compensatoires proposées si une adaptation des prescriptions applicables aux installations s'avérait nécessaire ;
- les justificatifs d'évacuation et d'élimination des déchets résultant des conséquences de l'incendie ;
- les justificatifs attestant du volume du bassin de rétention. »

#### **ARTICLE 4 : Prise en charge des dépenses engagées**

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-8 du code de l'environnement, les dépenses correspondant à l'exécution des analyses, expertises ou contrôles nécessaires pour l'application du présent arrêté, y compris les dépenses que l'État a engagées ou fait engager dans le cadre de la gestion ou du suivi des impacts et conséquences d'une situation accidentelle, sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 5 : Publicité**

Conformément à l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- Le présent arrêté est affiché à la mairie de Tregunc pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- Il est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- Il est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 6 - Recours**

Conformément à l'article L181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Rennes :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site Internet des services de l'Etat dans le Finistère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE**

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R.181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L.411-6 et L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement)".

#### **ARTICLE 7 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional des l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, la direction VALCOR, et le maire de Tregunc sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêt.